

Zeitschrift: Aînés : mensuel pour une retraite plus heureuse
Herausgeber: Aînés
Band: 22 (1992)
Heft: 7-8

Rubrik: Les bons tuyaux de la police : le bon voisinage

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le bon voisinage

Les bons tuyaux de la police

Jean-Pierre Crettenand

Dans le courant des mois de mai et juin derniers, la Police cantonale vaudoise a organisé une campagne de prévention des cambriolages d'habitations au sein de la région appelée communément «Terre Sainte», dans le district de Nyon.

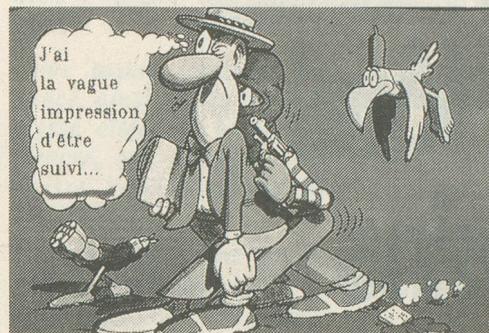
Consciente du problème posé par la recrudescence, observée ces dernières années, en matière de cambriolages de villas et dans le but de sensibiliser les habitants des communes les plus touchées par ce phénomène de la délinquance, elle a mis sur pied quatre séances d'information. Celles-ci se sont déroulées dans les communes de Founex, Commugny, Mies et Coppet.

Augmentation de la population, baisse de l'entraide

Les chiffres récemment fournis par le SCRIS (Service cantonal vaudois de Recherche et d'Information statistique) faisaient état d'une progression de 36% de la population du district de Nyon, en l'espace de 10 ans. Celle-ci ayant passé de 36 000 à 50 000 âmes. Si, d'une façon globale, la criminalité n'a pas progressé par bonds spectaculaires au cours de cette dernière décennie, en revanche les cambriolages dans les villas ont plus que triplé et les effractions d'appartements presque doublé. Au début du siècle, 3,6 personnes vivaient en moyenne dans un ménage de Romandie. En 1950, cette moyenne avait passé à 2,9, en 1970 à 2,6 et en 1980 à 2,0 seulement. A la lumière de ces chiffres, on serait en droit de penser que la nécessité du bon voisinage devienne plus impérative. Or, pour de nombreuses raisons (peur du contrôle social, tendance à l'individualisme), ces notions de bon voisinage et d'entraide mutuelle se sont estompées.

Notre façon d'habiter nous confine dans des logements, certes plus spacieux, mais où les espaces de communication et de rencontres manquent.

De plus en plus souvent, les obligations professionnelles éloignent père et mère des logis. Les haies de thuyas et les boîtes



aux lettres reléguées en bordure de la propriété paraissent nous mettre à l'abri des indiscrets.

Mais pas de la visite des cambrioleurs!

Surveillance de quartier

La plupart des cambriolages peuvent se commettre simplement à cause de :

L'innoccupation des lieux

L'absence de surveillance

L'absence de protections et de dissuasions efficaces.

Au rang des dissuasions actives on peut imaginer les rondes de surveillance que la police effectue. Cette dernière ne peut cependant pas être omniprésente et elle doit pouvoir compter sur la participation du citoyen et l'aide du public pour accomplir sa mission de dissuasion et de recherches.

Il peut paraître étonnant que bien des gens hésitent à s'adresser à la police pour signaler une activité suspecte dans leur entourage. Les raisons en sont multiples: peur de s'engager, gêne de se faire connaître, impression de devenir un délateur, sentiment d'avoir l'air ridicule ou de paraître trop méfiant.

Pourtant, la surveillance de quartier permet – les expériences faites dans plusieurs pays anglo-saxons le prouvent – de réduire les occasions pour le délinquant de passer à l'acte. Personne ne peut espérer être constamment présent à prêter attention à son domicile. C'est pourquoi, seul un programme d'aide réciproque entre voisins peut réduire le taux de cambriolage commis.

En présence de suspects... sachez ouvrir l'œil!

Un concept

Pour qu'une mobilisation efficace voie le jour, quelques conditions doivent être réunies. Notamment :

Qu'un sentiment d'insécurité prédomine

Que les voisins fassent connaissance

Qu'un concept de quartiers et secteurs leur soit proposé.

Au cours des séances d'information précitées, la Police cantonale vaudoise a suggéré la mise en place de dispositifs de protection tant active que passive. De plus, elle a proposé la mise sur pied d'un concept de surveillance mutuelle des zones «villas» par les propriétaires eux-mêmes.

A l'instar de ce qui a déjà été entrepris en Angleterre et au Canada, les habitants des communes citées plus haut ont été invités à faire plus ample connaissance et à collaborer plus étroitement avec les organes de police.

L'ambition de ce programme étant d'aider à prévenir les actes criminels, particulièrement les vols par effraction, tout en respectant la vie privée des gens. En aucun cas, un tel concept ne débouchera sur la création de milices, l'objectif prioritaire visé restant le renforcement de la nécessaire collaboration avec le public. Les premiers échos recueillis nous confortent dans notre conviction que cette relation de confiance police-population reste le moteur de toute action.